

13 OPÉRATIONS MILITAIRES

DÉFENDRE LA FRANCE - PROTÉGER LES FRANÇAIS

1 FRANCE

- Métropole et DOM-COM :
« Plan Vigipirate terrestre, posture permanente de sûreté aérienne et de surveillance des approches maritimes » (2005) : 1 200 hommes
- Guyane : opération « Harpie » (2008) : 1 000 hommes

4 EUROPE

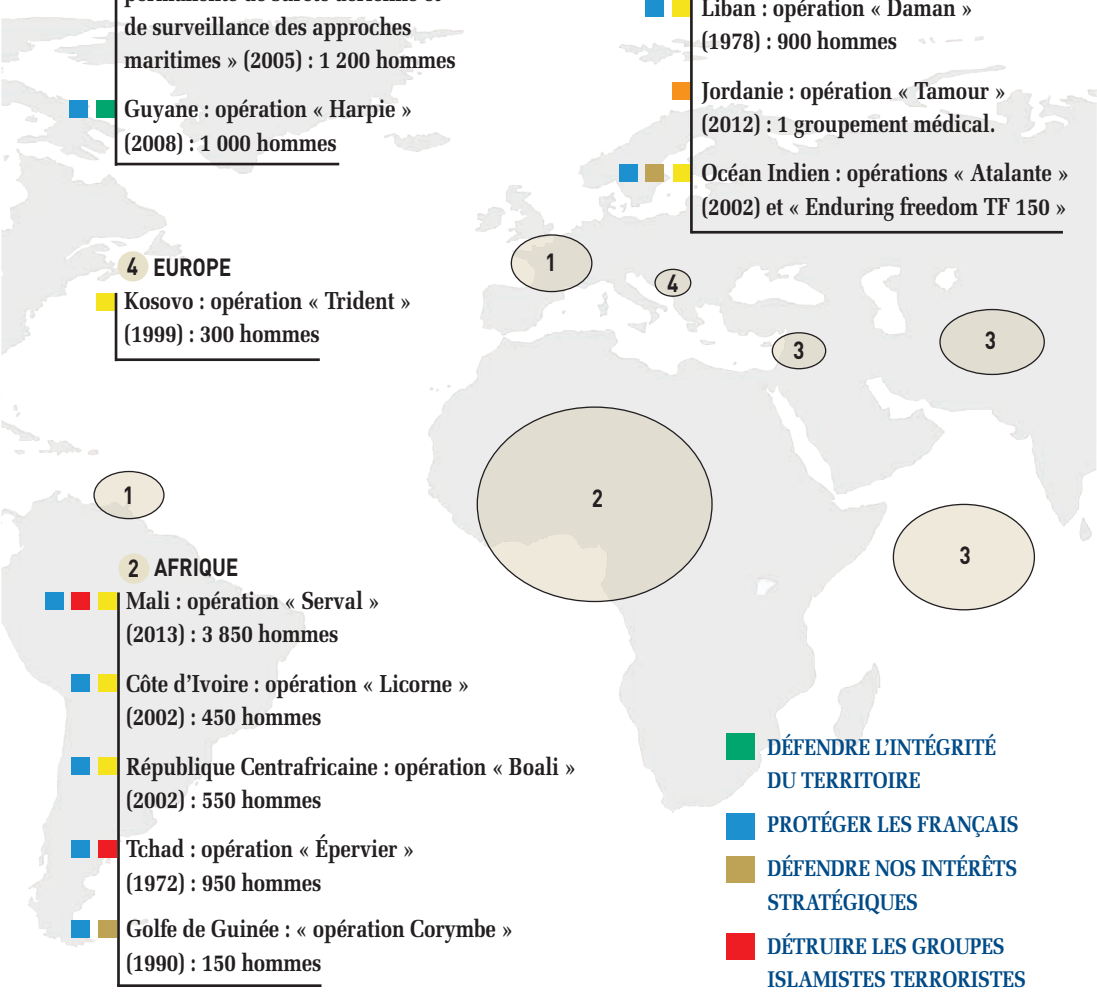
- Kosovo : opération « Trident » (1999) : 300 hommes

2 AFRIQUE

- Mali : opération « Serval » (2013) : 3 850 hommes
- Côte d'Ivoire : opération « Licorne » (2002) : 450 hommes
- République Centrafricaine : opération « Boali » (2002) : 550 hommes
- Tchad : opération « Épervier » (1972) : 950 hommes
- Golfe de Guinée : « opération Corymbe » (1990) : 150 hommes

3 ASIE

- Afghanistan : opération « Pamir » (2001) : 1 000 hommes
- Liban : opération « Daman » (1978) : 900 hommes
- Jordanie : opération « Tamour » (2012) : 1 groupement médical.
- Océan Indien : opérations « Atalante » (2002) et « Enduring freedom TF 150 »



- DÉFENDRE L'INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE
- PROTÉGER LES FRANÇAIS
- DÉFENDRE NOS INTÉRÊTS STRATÉGIQUES
- DÉTRUIRE LES GROUPES ISLAMISTES TERRORISTES
- SOIGNER LES VICTIMES ET AIDER LES RÉFUGIÉS
- PARTICIPER AUX OPÉRATIONS INTERNATIONALES

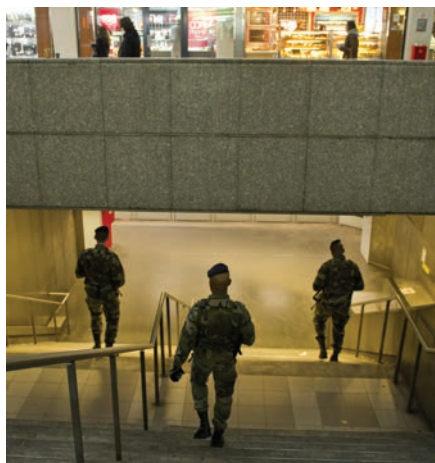
La France engage actuellement 11 100 hommes en opérations sur quatre continents

2 200 HOMMES ENGAGÉS DANS CES OPÉRATIONS

« Vigipirate »

C'est un plan interministériel touchant tous les secteurs de la société qui comporte 4 niveaux d'alerte.

Le niveau d'alerte national est rouge (3^{ème} niveau) depuis 2005 et les attentats de Londres. Les armées participent à ce dispositif, en soutien des forces de sécurité de police et de gendarmerie. Elles contribuent à la surveillance et à la protection de sites sensibles.



Environ 1 200 militaires sont déployés en permanence sur le territoire français : 700 au titre du plan Vigipirate terrestre, 200 au titre de la posture permanente de sûreté aérienne et 300 au titre de la surveillance des approches maritimes.

« Harpie »

Lancée en 2008, c'est une opération menée conjointement par les forces armées en Guyane (FAG) et les forces de gendarmerie. Placée sous l'autorité du préfet de la région Guyane, elle vise à asphyxier les zones d'orpaillage clandestin et à déstabiliser durablement l'économie souterraine.



Environ 1 000 militaires des FAG participent à cette mission dont 300-350 sont déployés en permanence sur les réseaux fluviaux pour neutraliser les flux logistiques des orpailleurs et en forêt pour démanteler les sites illégaux d'exploitation d'or.

4 300 HOMMES ENGAGÉS DANS CES OPÉRATIONS

« Serval »

(Mali : 1 250 000 km² - 16 millions habitants – Bamako – 4 500 km de Paris)

L'intervention française au Mali, est déclenchée par le Président de la République le 11 janvier 2013 suite à la demande de concours du président Traoré et avec la légitimité de la Résolution 2085 du 20/12/2012. Elle a pour objectifs de stopper l'offensive des groupes islamistes en direction de Bamako et déstabiliser durablement leur organisation, d'empêcher la reconstitution des réseaux terroristes, d'aider les FAM et l'État malien à restaurer l'intégrité territoriale et sa souveraineté, de faciliter la mise en œuvre des décisions internationales, d'assurer la sécurité de nos ressortissants.

Aujourd'hui, nos 3 850 hommes poursuivent des opérations de sécurisation et assurent le transfert progressif de la zone aux contingents africains de la MISMA.

Le bilan actuel des pertes françaises est de 6 morts et d'une vingtaine de blessés liés à des actions de combat.



« Licorne »

République de Côte d'Ivoire (350 000 Km² - 18 Mh – Abidjan – 5 000 km de Paris)



La force Licorne déployée en 2002 à Abidjan, a compté jusqu'à 5 500 hommes.

Après l'évolution positive de la situation sécuritaire en Côte d'Ivoire, la France accompagne la réforme de l'armée ivoirienne et assure la protection de ses ressortissants.

Ce dispositif compte aujourd'hui 450 militaires qui arment un état-major, un élément de soutien, deux unités de combat, un hélicoptère léger et un C160 Transall.

1 500 HOMMES ENGAGÉS DANS CES OPÉRATIONS

« **Boali** »

République Centrafricaine (620 000 km² - 4,5Mh – Bangui – 4 500 km de Paris)

Cette opération déclenchée en 2002, initialement de 250 hommes, vise à apporter un soutien logistique, administratif, technique et, si besoin, opérationnel à la force multinationale africaine de stabilisation (700 hommes) déployée en Centrafrique dans le cadre de la MICO-PAX (mission de consolidation de la paix de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale), et la protection des ressortissants français.



Pour faire face à toute évolution de la situation en RCA, la France a renforcé son dispositif militaire à Bangui, afin d'être en mesure d'assurer, la sécurité de ses ressortissants. L'effectif actuel de nos forces est de 550 hommes de l'armée de Terre.

« **Epervier** »

Tchad (1 300 000 km² - 12Mh – N'djamena – 4 500 km de Paris)

Les éléments français au Tchad (EFT) assurent la protection des ressortissants français (1 400 ressortissants français et étrangers évacués en février 2008 après l'attaque des rebelles sur N'djamena) et un soutien logistique (ravitaillement, carburant, transport), une aide sanitaire et un appui renseignement au profit de l'armée tchadienne dans le cadre de la coopération bilatérale.

Le dispositif de 950 hommes basé à N'Djaména et Abéché comprend un état-major interarmées, un groupement tactique et un détachement d'hélicoptères de l'armée de Terre ainsi qu'un groupement de l'armée de l'Air (avions de combat polyvalents, de transport tactique et ravitailleurs).



800 HOMMES ENGAGÉS DANS CES OPÉRATIONS

Golfe de Guinée

« Corymbe »

Déployé dans cette zone d'intérêt stratégique, il complète le dispositif français prépositionné en Afrique occidentale, assure des missions de coopération bilatérale avec les pays de la région et peut apporter son soutien à une opération dans cette zone (aide aux populations ou évacuation de ressortissants).

Ce dispositif de présence quasi-permanent depuis 1990 compte en général, un à deux bâtiments de la Marine nationale. Il peut embarquer une réserve opérationnelle constituée de moyens terrestres et d'hélicoptères.



Océan Indien

« Enduring freedom »

(TF 150)

L'action de la TF 150 s'inscrit dans le cadre des résolutions du conseil de sécurité de l'ONU prises au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. La TF 150 opère dans la zone stratégique vitale pour la France, allant de la mer Rouge au golfe d'Oman. Elle contribue à la libre circulation des personnes et des biens, permet d'entretenir une connaissance approfondie de la zone, des mouvements maritimes visant à empêcher le mouvement de groupes terroristes et les trafics illicites (armes, drogues).

Elle engage 1 à 3 bâtiments de la marine nationale au profit de cette opération.



« Atalante »

Lancée en 2008 cette opération européenne compte environ 10 bâtiments. Elle a pour missions d'escorter les navires du PAM ou de l'AMISOM, de participer à la sécurité du trafic maritime dans le golfe d'Aden et des navires de pêche dans le Sud-Est de la Somalie. Elle contribue à dissuader, prévenir et réprimer les actes de piraterie au large de ces côtes.

La France fournit au moins un bâtiment et des avions de patrouille maritime, ainsi qu'un soutien logistique et santé provenant de nos forces stationnées à Djibouti.

1 000 HOMMES ENGAGÉS DANS CES OPÉRATIONS

**Liban (10 500 km² - 4,2 Mh – Beyrouth
– 2 800 km de Paris)**

« Daman »

Présente au Liban depuis 1978, la France, en coordination avec l'ONU et les autres contingents de la force internationale des nations unies au Liban (FINUL), a adapté en 2012 son dispositif. Ses forces constituent la force de réserve (FCR) de la FINUL, et soutiennent



la montée en puissance des forces armées libanaises (FAL) grâce au déploiement d'un élément spécifiquement dédié au sein de la FCR.



La FINUL représente au total 10 800 hommes appartenant à 38 États dont 13 de l'UE. La France y participe à hauteur de 900 soldats de l'armée de Terre.

■ AIDE AUX VICTIMES ET AUX RÉFUGIÉS

**Jordanie (89 000 km² - 6,5 Mh – Amman
– 3 400 km de Paris)**

« Tamour »

La France, en plein accord avec les autorités jordaniennes, a déployé un groupement médico-chirurgical (GMC) afin d'apporter une aide d'urgence aux victimes des combats en Syrie et un soutien sanitaire aux réfugiés. De la décision de déployer le GMC à l'acquisition de sa pleine capacité opérationnelle, il s'est écoulé moins d'une semaine.



Le GMC est devenu aujourd'hui un groupement médical (GM) pour mieux répondre à la demande de soins.

En 6 mois, le GM a réalisé plus de 300 interventions chirurgicales lourdes.

1 000 HOMMES ENGAGÉS DANS CES OPÉRATIONS

Afghanistan (650 000 km² - 30 Mh – Kaboul – 5 600 km de Paris)

« Pamir »

La France est engagée en Afghanistan, au sein de la coalition et à la demande des autorités afghanes, depuis 2001.

Ses forces ont conduit initialement des opérations de lutte contre les groupes terroristes (2001-2003), puis de sécurisation de Kaboul (2003-2006), enfin de lutte contre l'insurrection à l'est de Kaboul (2007-2011).

Aujourd'hui, elles se désengagent, assurent le commandement de l'aéroport, la gestion de l'hôpital de Kaboul et accompagnent la montée en puissance des forces afghanes. L'action militaire française s'est toujours inscrite dans une approche globale avec un effort pour accompagner le développement (250 M€ d'aide de la France à l'Afghanistan).



1 000 militaires français - 850 de l'armée de Terre et 150 de l'armée de l'Air - restent engagés en Afghanistan.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, 2 600 soldats français ont quitté le pays, et près de 80 % des matériels a été désengagé.

75 000 soldats français ont participé à cette opération depuis 2001. 88 sont morts pour la France et plus de 700 ont été blessés.

300 HOMMES ENGAGÉS DANS CETTE OPÉRATION

Kosovo (10 000 km² - 1,8 Mh – Pristina – 1 200 km de Paris)

Trident « KFOR »

Déployée depuis 1999 (résolution 1244 de l'ONU), la KFOR est forte de 6 000 militaires. Leur mission consiste à maintenir un environnement sécurisé et à assurer le soutien à l'action des organisations internationales (EULEX). *Nos forces qui ont compté jusqu'à une brigade de 4 000 hommes ne représentent plus aujourd'hui que 300 hommes.*



QUELQUES ENSEIGNEMENTS

- La plupart des conflits se déroulent sur terre, dans des contextes géographiques variés (population, climat, relief) et politiques complexes. Il n'y a pas de perspective de paix envisageable sans présence de troupes au sol pour contrôler le terrain.
- Le contrôle des espaces terrestre, aérien et maritime est déterminant. Aussi les effectifs, mais plus généralement le nombre et la diversité des unités de combat terrestres, de bâtiments et d'aéronefs constituent des atouts opérationnels essentiels.
- Les opérations sont toujours longues. Elles nécessitent de disposer de réserves importantes toujours prêtes pour assurer les relèves, renforcer les forces engagées et être en mesure d'être projetées sur un nouveau théâtre avec un bref préavis.
- La logistique doit être assurée par des unités militaires parfaitement intégrées aux forces de mêlée et d'appui. L'éloignement de la métropole et les dimensions du théâtre exigent des capacités de transport stratégiques et tactiques importantes.
- Les opérations sont toujours conçues dans un cadre interarmées. Les forces terrestres représentent 80 % des effectifs engagés. L'évolution des missions exige aussi de nos forces, une grande mobilité tactique et une aptitude à se redéployer et à modifier leurs dispositifs et structures (adaptabilité).
- Le succès dans un engagement de longue durée exige le soutien indéfectible de nos compatriotes. Aussi, il appartient au politique d'expliquer le pourquoi de l'engagement et au chef militaire de s'exprimer sur le déroulement des opérations.
- Chaque opération, même de faible volume, nécessite des capacités spécialisées et souvent rares (transmission satellitaire, renseignement, santé,...) diminuant considérablement les moyens d'entraînement dont disposent les forces restées en métropole.
- Enfin, nos forces engagées à l'extérieur du territoire national ont pour mission permanente d'assurer, si nécessaire, la protection de nos ressortissants et la défense des intérêts nationaux.